

**14^{ème} Sommet International
du Gaz et de l'Electricité
21 octobre 2009**

« Quel avenir pour le gaz ? »

**Jean-François CIRELLI
Vice Président Directeur Général Délégué
GDF SUEZ**

Mesdames et Messieurs, chers amis,

C'est pour moi un grand plaisir d'intervenir à nouveau dans ce 14^{ème} Sommet International du Gaz et de l'Electricité. Je voudrais remercier chaleureusement MM. Pierre Terzian et Jean-Pierre Favennec pour l'organisation de ce Sommet et leur invitation d'aujourd'hui.

Je voudrais partager avec vous quelques éléments sur notre défi énergétique et le rôle que le gaz pourrait y jouer, puis évoquer la situation spécifique du marché européen cette année, et enfin vous dire un mot sur la sécurité d'approvisionnement.

1) Le défi énergétique : le monde aura besoin de davantage d'énergie demain qu'aujourd'hui

Le discours qu'on entend un peu trop en Europe est celui d'une demande énergétique qui serait à la baisse. Certes, nous vivons une année 2009 spéciale puisque la demande d'énergie en Europe va baisser en 2009, dans l'électricité (pour la première fois) et dans le gaz. Eurogas estime la baisse de la demande globale de gaz à 10% cette année en Europe.

Mais ce mouvement conjoncturel de court terme ne doit pas cacher le sens des évolutions à long terme. Les projections de demande mondiale sont en forte hausse : +50% de hausse d'énergie en 2030 par rapport à aujourd'hui, à cause d'une hausse de la population, en particulier de la population urbaine et donc une hausse de la demande d'énergie.

Comment satisfaire cette demande de davantage d'énergie d'une manière durable est certainement devenu le challenge le plus ardu du moment. D'autant que pour cela les besoins d'investissement sont revus à la hausse sans arrêt. Selon l'AIE, 26 000 milliards d'euros sont à investir d'ici 2030 (et 10 000 milliards de plus dans un scénario moins carboné). C'est-à-dire qu'aujourd'hui il faudrait investir plus de 1 000 milliards par an jusqu'en 2030.

Qui va investir ? Dans quelles énergies investir ?

Sur le premier point, soyons clairs, je ne pense pas que ces investissements seront faits sans incitations, y compris en Europe. La vision actuelle européenne, basée sur un a priori que tout le

monde a intérêt à investir, va trouver ses limites. Il nous faudra une régulation plus incitative. Le débat n'est pas ouvert aujourd'hui et je m'y attarderai peu. Mais clairement c'est un sujet d'avenir !

Dans quelles énergies ?

Il est vrai que les ENR vont jouer un rôle plus important.

Il est vrai que le mix énergétique va être plus diversifié (solaire, vent, biocarburants) à côté des énergies fossiles et du nucléaire. C'est bien d'ailleurs, à la fois pour la sécurité énergétique et pour l'équilibre énergétique.

Mais la conversion vers une économie sans CO₂ va prendre du temps, ne serait-ce que compte tenu du capital investi dans les outils énergétiques. Le discours n'est peut-être pas politiquement correct mais l'AIE continue à dire que les énergies fossiles compteront encore pour 80% du mix énergétique en 2030.

Comme le dit notre collègue de BP, il faut donc éviter de trop promettre, trop tôt. Sinon nous aurons des problèmes politiques et économiques pour délivrer.

Si on regarde au niveau mondial, en réalité seuls le gaz et le charbon sont concernés.

Malgré les progrès réalisés sur le charbon (meilleurs rendements), celui-ci émet plus de carbone que le gaz et les installations sont plus chères à construire. Le CCS (capture et stockage du carbone) est prometteur. GDF SUEZ vient d'être sélectionné parmi les six projets européens de pointe ! Nous nous investissons donc dans le CCS. Mais celui-ci doit faire face aussi à un immense défi technique en termes de responsabilités et de prix. Ce n'est pas la solution des 20 prochaines années.

En même temps, on ne peut pas attendre, il faut réduire partout nos émissions, et pas qu'en Europe. C'est pourquoi Copenhague est si important. En espérant que les européens ne seront pas les seuls à faire les efforts !

La seule voie selon moi est d'utiliser davantage le gaz en attendant plus d'ENR, de nucléaire et un CCS plus économique.

Je ne vous ferai pas ici la liste, elle est longue, des avantages du gaz (réserves abondantes, efficacité, plus propre, complémentaire aux ENR...). Le problème c'est que le gaz n'est plus présent dans le discours public ou politique.

Il n'est pas à la mode d'évoquer le gaz comme solution (marqué du sceau de la taxe carbone), le gaz n'est pas ou plus vendeur.

Notre problème est donc de faire partager notre vision, selon laquelle le gaz est LA solution. Je vais jusque là. Je le crois, vers moins de CO₂.

L'industrie du gaz doit donc se mobiliser pour faire passer son message.

Regardons ce qui se passe aux Etats-Unis. C'est une vraie révolution avec le gaz non conventionnel. Regardons ce qui se passe avec le GNL, le gaz devient une « commodité globale » : 9 pays importaient du GNL en 1999, 22 pays aujourd'hui.

Reconnaissons que le gaz est la solution de demain, peut-être pas d'après-demain mais la solution immédiate et efficace pour réduire le CO₂.

J'ai été frappé par notre collègue Tony Hayward qui déclarait récemment que le gaz n'est pas seulement une énergie de transition, « a bridge fuel », vers une économie sobre en carbone mais, je cite, « it can be a destination fuel ». C'est fort venant de BP et j'y souscris.

Nous devons faire davantage vis-à-vis de Bruxelles et des autorités nationales pour défendre le gaz et son avenir.

Nous devons également redresser l'image du gaz auprès des populations et mettre sur le marché de nouveaux produits comme la chaudière électrogène.

2) Un mot sur la situation spécifique du marché du gaz en Europe aujourd'hui

La situation actuelle est difficile : baisse de la demande, notamment industrielle ; jusqu'à -40% dans certains pays au plus fort de la crise économique.

La décorrélation des prix du gaz de marché (relativement abondant, surplus d'offre en Europe) pas cher et du gaz indexé pétrole (pétrole en hausse à 80 \$ au milieu de la crise !) pose la question des déterminants du prix.

La situation est compliquée entre acheteurs et producteurs :

- La question du take or pay s'est posée pour la première fois dans des termes importants dans notre industrie. GDF SUEZ n'aura pas recours aux clauses de take or pay et respectera tous ses contrats en 2009 malgré la crise.

- La situation de déconnexion des prix pose un problème important aux compagnies européennes, dont l'approvisionnement est basé sur les contrats long terme.
- Nous voulons conserver les contrats long terme. Ce n'est pas une remise en cause, au contraire. Dans la durée, on a vu que c'était une bonne chose pour les deux parties. Mais la prolongation de la situation actuelle et de la différenciation, et si le pétrole continuait une progression différente des fondamentaux économiques et du marché du gaz, poserait de vraies questions auxquelles il faudra répondre.

La situation des marchés doit être suivie de près et nous devons réagir si la situation le requiert. Les contrats sont les contrats jusqu'à ce que la situation exige, dans un intérêt commun bien compris, d'en revoir certains éléments.

Peut-être que la crise actuelle a conduit à trop insister sur le court terme, peut-être qu'au-delà de nos problèmes actuels de marché, on ne passe pas assez de temps sur nos problèmes post 2013. Si GDF SUEZ a conservé intact son programme d'investissement, il n'en est pas de même d'autres compagnies. Quel sera l'impact du ralentissement des investissements sur l'offre de gaz et les prix est un vrai sujet.

3) Un mot sur la sécurité d'approvisionnement

La crise russo-ukrainienne de cette année a été désastreuse. Il faut le dire même si nous y avons fait face.

Le risque pour cet hiver semble moins élevé, mais attention et vigilance sont requises. On ne peut pas envisager d'être coupé à nouveau, même si on est mieux préparé et que nos plans d'action sont prêts.

C'est un appel à la raison : trop est en jeu !

Nous devons éviter des réponses politiques ou réglementaires inadaptées. A cet égard, le projet de nouvelle directive ou règlement sur la sécurité d'approvisionnement n'est pas la solution.

Il est dommage de constater que pas un professionnel ne pense que le projet sur la table aurait réglé la situation.

Je suis toujours stupéfait du décalage entre politiques et industriels (les deux veulent bien faire et protéger leurs clients ou leurs électeurs) mais franchement, ne pouvait-on pas s'y prendre autrement et de façon moins bureaucratique ? Est-ce un vœu pieux ?

Nous devons :

- continuer la diversification de nos sources d'approvisionnement.
- favoriser de nouvelles routes
 - Conforter nos fournisseurs sur l'attrait de l'Europe ;
 - Nord Stream : c'est un bon projet pour l'Europe. GDF SUEZ y est intéressé car c'est un investissement clé pour l'Europe de demain. Les partenaires de Nord Stream se sont montrés ouverts à notre entrée qui, j'espère, sera conclue dans les prochaines semaines.

Mais toutes les routes sont bonnes. Notre collègue de Nabucco a montré l'intérêt de cette nouvelle route. Gaz de France à l'époque avait demandé sans succès de participer au consortium. Aujourd'hui nos amis turcs sont plus ouverts, nous nous en réjouissons et nous sommes prêts à regarder. Nous apprécions le concept.

Mes chers amis,
Pour conclure,

Notre industrie est à la fois tirée par le long terme (c'est une caractéristique de notre industrie avec des investissements sur 30 ans, des contrats long terme sur 20 ans...) et en proie à des évolutions très rapides (gaz non conventionnel aux USA, prix court terme)

Je suis convaincu que le gaz a l'avenir devant lui, même si c'est un avenir un peu différent de celui imaginé il y a 10 ans.

Je suis convaincu que c'est la bonne énergie si on veut atteindre un monde moins carboné à un prix raisonnable. C'est même la solution. Il faut convaincre.

Je suis convaincu aussi que ceux parmi les européens qui sauront prendre les opportunités de croissance de production en dehors de l'Europe dans les zones de croissance seront gagnants. C'est le cas de GDF SUEZ (25% hors Europe)

Mais il convient aussi de davantage réfléchir pour limiter la volatilité de nos marchés gaziers.

A nous de nous mobiliser pour faire passer nos idées !

Je vous remercie.